



## Le mensonge des attentats à l'explosif liquide

Par [Prof. James Petras](#)

Mondialisation.ca, 30 août 2006

[dissidentvoice, Réseau Voltaire \(version française\)](#) 30 août 2006

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Les accusations formulées par les régimes britannique, états-unien et pakistanais, qui auraient découvert les préparatifs d'un vaste attentat ourdi contre neuf compagnies aériennes des États-Unis, se « fondent » sur des « preuves » extrêmement contestables, qui seraient rejetées par tout tribunal digne de ce nom.

Le passage au crible analytique de l'enquête, à son stade actuel, soulève un certain nombre de questions au sujet des allégations formulées par ces gouvernements, concernant la préparation d'un attentat ourdi conjointement par vingt-quatre citoyens britanniques d'origine pakistanaise.

Les arrestations de ces vingt-quatre suspects ont été suivies par des recherches de preuves matérielles, comme le relate le Financial Times dans son édition du 12 août 2006 : « La police s'est attelée à une tâche herculéenne, consistant à collecter des pièces à conviction du complot terroriste allégué révélé hier » [1](#). Autrement dit : les arrestations ainsi que les inculpations ont été effectuées en l'absence absolue des preuves pourtant nécessaires : on a là, déjà, en l'occurrence, une méthode opératoire tout à fait particulière, étant donné que les procédures normales d'investigation commanderaient que l'on n'arrête d'éventuels suspects qu'après avoir mené à bien « la tâche herculéenne consistant à collecter des pièces à conviction ». On a procédé à des arrestations avant même de disposer des pièces à conviction nécessaires : dès lors, sur quoi ces arrestations pourraient-elles bien être fondées en droit ?

Les recherches d'enregistrements et de transferts bancaires effectuées par le gouvernement n'ont pas permis de trouver une quelconque filière financière, en dépit du gel des comptes courants des personnes arrêtées. L'enquête policière a d'ailleurs révélé la modestie des épargnes concernées, ce qui n'a rien d'étonnant, s'agissant de jeunes, ouvriers, étudiants ou employés, appartenant à des familles immigrées aux revenus très modestes.

Le gouvernement britannique, épaulé par Washington, affirmait que l'arrestation, par le gouvernement pakistanais, de deux Anglo-pakistanais avait fourni des « preuves irréfutables » qui auraient permis de découvrir le complot et d'identifier les terroristes en puissance. Aucune instance judiciaire occidentale n'accepterait le genre de preuve fourni par les services de renseignement pakistanais, lesquels sont tristement connus pour leur recours à la torture afin d'extorquer des « aveux ». Les « preuves » fournies par la dictature pakistanaise sont fondées sur une rencontre supposée entre un parent de l'un des « suspects » et un agent d'Al Qaïda à la frontière afghane. D'après la police pakistanaise, cet agent d'Al Qaïda aurait remis à ce parent - et « donc », à l'accusé... - l'information

nécessaire à la fabrication de la bombe ainsi que des instructions. La transmission d'informations sur la confection d'engins explosifs ne nécessite nullement de faire la moitié du tour du monde, et certainement encore moins pour se rendre au voisinage d'une frontière assiégée militairement par des forces armées sous commandement américain, d'un côté, et par l'armée pakistanaise, de l'autre. De plus, il est extrêmement douteux que des agents d'Al Qaïda, dans les montagnes afghanes, aient la moindre idée quelque peu détaillée des procédures de sécurité spécifiques aux lignes aériennes britanniques, ni à leurs conditions de fonctionnement à Londres. À défaut de preuves tangibles, les services secrets pakistanais et leur homologue britannique ont appuyé sur absolument tous les boutons de la machine à propagande : rencontre clandestine avec Al Qaïda a, échanges d'informations sur la fabrication de bombes à la frontière pakistano-afghane, Britanniques d'origine pakistanaise ayant des amis islamistes, liens terroristes et familiaux en Grande-Bretagne...

Les services américains ont allégué - et Londres a répété - que des sommes d'argent auraient été transférées électroniquement depuis le Pakistan pour permettre aux comploteurs d'acheter des billets d'avion. On ne trouva, en tout et pour tout, des billets d'avion que dans un seul des appartements perquisitionnés (la compagnie émettrice et la destination n'ont pas été révélées par la police). Aucun des autres suspects ne possédait de billet d'avion, et certains d'entre eux n'avaient même pas de passeport ! Autrement dit, les initiatives préliminaires du soi-disant complot terroriste n'avaient jamais été prises par les suspects. Il ne saurait y avoir de complot terroriste visant à faire sauter des avions de ligne dès lors que les conspirateurs supposés n'ont ni suffisamment d'argent pour voyager, ni de papiers d'identité, ni de billet d'avion. De plus, avancer que les conspirateurs allégués étaient dépendants d'instructions provenant de manipulateurs lointains ignorant tout des conditions de base régnant sur le terrain des opérations n'est, tout simplement, pas crédible.

L'histoire des « bombes liquides »

Dès le début, les autorités britanniques et états-uniennes affirmèrent que l'engin explosif était « une bombe liquide », bien qu'aucune bombe - pas plus solide que liquide, d'ailleurs - n'ait été retrouvée dans les lieux inspectés ni sur la personne d'aucun des suspects. Pas plus que n'a été prouvée la capacité de l'un quelconque des suspects à fabriquer, déplacer ou faire exploser la soi-disant « bombe liquide » - laquelle, si elle avait existé aurait été composée d'un mélange extrêmement instable et impossible à manipuler pour des personnes non-expertes [2](#). Aucune preuve n'a été présentée quant à la nature de la bombe liquide en question, ni quant à un quelconque échange, soit oral, soit écrit, concernant ladite bombe liquide, qui mettrait en cause l'un quelconque des suspects. Aucune bouteille, aucun liquide ni aucune formule chimique n'ont été retrouvés chez aucun des suspects. De même, aucun des ingrédients indispensables à la confection d'une « bombe liquide » n'a été découvert. Il n'y a pas non plus le début d'une quelconque preuve de la provenance supposée du liquide explosif (la source), ni quant à la question de savoir si ce liquide a été acheté localement, ou ailleurs qu'en Grande-Bretagne.

Même après que l'histoire de la bombe liquide ait sombré dans le ridicule et dans un quasi oubli, le vice-assistant procureur général britannique Peter Clark a affirmé que « l'équipement nécessaire à la fabrication d'une bombe, dont des produits chimiques et des composants électroniques, ont été retrouvés » [3](#).

Là encore, aucune indication sur les lieux où auraient été trouvés les soi-disant

« composants électroniques » et « produits chimiques ». On ne sait pas dans les domiciles ou dans les bureaux desquels des suspects ils ont été soi-disant retrouvés, ni même s'ils pouvaient avoir une raison plausible de se trouver là où ils étaient, et qui n'ait rien à voir avec la confection de bombes. Ces soi-disant éléments indispensables à la fabrication de bombes étaient-ils détenus par une seule personne ou par un groupe de personnes ? Là encore, on n'en sait rien. Dans le deuxième cas, s'agissait-il de gens connus pour leur appartenance à un complot en vue d'un attentat à la bombe ? De plus, il est intéressant de se pencher sur la date à laquelle les autorités ont laissé tomber la piste des bombes liquides pour ne plus parler que de l'identification de détonateurs électroniques obsolètes. Et pour quelle raison ! Existe-t-il la moindre preuve – documents ou conversations enregistrées – associant ces détonateurs électroniques et ces produits chimiques au complot bien déterminé faisant l'objet de l'enquête, lequel est censé avoir eu pour objectif de « faire sauter neuf avions de ligne des États-Unis » ?

Loin de fournir des faits pertinents élucidant les questions fondamentales sur les noms, les dates, les armes et les dates de voyage, le commissaire Clark fournit à la presse une sorte de liste des commissions comportant des objets que l'on pourrait trouver dans des millions de domiciles. Il révèle par ailleurs le nombre très important d'immeubles perquisitionnés jusqu'à ce jour (soixante-neuf). Si le porte-à-porte en montant les escaliers permet d'obtenir une promotion, alors Clark devrait décrocher le pompon et être élevé au rang de chevalier. D'après lui, la police aurait découvert plus de 400 ordinateurs, 200 téléphones mobiles, 8 000 accessoires liés aux médias électroniques (des accessoires aussi inquiétants que des cartes mémoires additionnelles Blue Tooth, des CD et des DVD), la police a extrait 6 000 gigabytes de données des computers saisis (soit 150 gigabytes par ordinateur...), ainsi que quelques enregistrements vidéo. On présume, en l'absence de la moindre donnée qualitative démontrant que les suspects préparaient réellement des bombes en vue de détruire des avions de ligne états-uniens, que le commissaire Clark est en train de solliciter les applaudissements du public pour la performance de ses collaborateurs, aptes à chouraver et à déménager de l'équipement électronique d'un site à un autre, et ce dans soixante-neuf immeubles différents ! Ce serait en effet là un exploit digne d'être mentionné, si nous avions affaire à une entreprise de déménagements... et non à l'enquête d'une police dotée de pouvoirs étendus au sujet d'un événement aux supposées « conséquences catastrophiques incalculables ».

Certains des suspects ont été arrêtés parce qu'ils s'étaient rendus au Pakistan au début des vacances scolaires. Les autorités tant britanniques qu'états-uniennes ont simplement oublié de rappeler que des dizaines de milliers de Pakistanais expatriés rentrent dans leur pays pour rendre visite à leur famille, en particulier à cette période de l'année !

Les experts boursiers n'ont jamais pris le complot à la bombe liquide au sérieux, pas plus à Wall Street qu'à la City de Londres. Le marché n'a pas bronché un seul instant : il n'a pas piqué du nez; il ne s'est pas effondré; il n'y a eu nulle panique... Le complot annoncé visant à faire sauter des avions de ligne a été ignoré par tous les grands acteurs sur les marchés financiers américains et londoniens. De fait, les prix du pétrole ont même légèrement baissé ! Contrairement aux attentats du 11 septembre 2001 et à ceux de Madrid et de Londres (auxquels le complot en question est très souvent comparé), les « décideurs » des marchés boursiers n'ont pas été impressionnés par les allégations de « catastrophe majeure » formulées par les gouvernements. Ni George Bush ni Tony Blair – pourtant tenus informés et briefés au sujet du « complot aux bombes liquides » depuis plusieurs jours – n'ont jugé bon d'écourter ne fût-ce que d'une seule journée leurs vacances, afin de

s'occuper sérieusement de la catastrophe annoncée... [4](#)

Les « messages de martyrs »

De plus, chacune des affirmations péremptoires et des éléments de « preuve » mis en avant par la police et les responsables sécuritaires de Blair et de Bush lève un lièvre : certains des suspects allégués sont relâchés, et de nouvelles « preuves » tout aussi bidon sont présentées, au compte-goutte, afin d'entretenir un suspense à vous couper le souffle : deux enregistrements de « messages de martyrs » ont été retrouvés dans l'ordinateur d'un des suspects, ce qui, nous a-t-on dit, laissait présager d'une attaque terroriste déjà planifiée. L'équipe de Clark affirma avec un énorme aplomb avoir trouvé un – et même plusieurs, tant qu'à faire – de ces enregistrements, en oubliant de préciser que ces vidéos n'avaient pas été effectuées par les suspects, mais seulement visionnées par eux.

Beaucoup de gens, dans le monde entier, rendent hommage à des martyrs s'étant sacrifiés à tout un tas de causes politiques. Le Premier ministre japonais, Koizumi, se rend chaque année en visite dans un mausolée dédié aux morts de la Seconde Guerre mondiale – dont des pilotes-suicides, les kamikazes –, défiant les protestations des Coréens et des Japonais. Des millions de citoyens et d'hommes politiques américains rendent hommage aux héros de la guerre au cimetière national d'Arlington, chaque année, certain de ces soldats s'étant sacrifiés afin de défendre leurs camarades, leur drapeau et la justice de leur cause. Que des Asiatiques, musulmans ou non-musulmans, décident de collectionner des vidéos concernant les martyrs tombés en combattant contre l'occupation ou contre Israël ne devrait surprendre personne. Dans aucun des cas cités, dans lesquels des gens honorent leurs martyrs, on n'assiste à des tentatives de la police visant à établir un lien entre les participants recueillis et de futurs complots à base d'attentats suicides. Dans aucun cas, sauf bien sûr dans le dernier cité, celui où il s'agit de musulmans ! La célébration de héros tombés au combat est un phénomène qui relève de la normalité de tous les jours – il ne s'agit certainement pas d'une preuve que ceux qui y participent, fussent-ils quelque peu exaltés, soient engagés en quoi que ce soit dans une quelconque activité criminelle...

Un « message de martyr », ce n'est ni un complot, ni une conspiration ni une action, c'est simplement une expression de la liberté d'expression – on pourrait même ajouter, « à usage interne » (entre le locuteur et son ordinateur), qui peut, ou non, devenir dans le futur un discours public. Devons-nous faire du soliloque privé une menée terroriste ?

La durée légale de détention des suspects, en l'absence de qualification des charges retenues à leur encontre, étant arrivée à expiration, les autorités britanniques ont relâché deux suspects et mis en examen onze autres, tandis que onze autres continuent à être retenus sans inculpation, sans doute parce qu'il n'existe aucune base permettant de mener plus avant la procédure. Tandis que le nombre des conspirateurs s'effiloche, en Angleterre, Clark et Cie ont détourné l'attention vers un complot d'ampleur mondiale, avec des ramifications en Espagne, en Italie, au Moyen-Orient et ailleurs...

Apparemment, la « logique », en cela, c'est qu'une plus grande étendue du réseau serait censée en compenser les énormes trous...

Dans le cas d'espèce, sur les onze qui ont été renvoyés devant un tribunal, seuls huit ont été accusés de conspiration en vue de la perpétration d'un attentat terroriste; les trois autres sont accusés de ne pas avoir « révélé les informations qu'ils détenaient » (disons plutôt d'avoir été des mouchards, qui n'auraient pas révélé... quoi, au juste ?) et d'« avoir

en leur possession des objets pouvant servir à des personnes préparant un attentat terroriste. » 5. Dès lors qu'aucune bombe n'a été retrouvée et qu'aucun plan d'action n'a été révélé, nous devons nous contenter d'une vague accusation de « conspiration », ce qui peut signifier y compris une discussion privée hostile, visant des citoyens états-uniens ou britanniques, entre plusieurs individus susceptibles d'être dotés d'une capacité de réflexion !

La raison pour laquelle il semble qu'on ait affaire à des idées, et non à des actions, tient au fait que la police n'a été en mesure de ne trouver ni une quelconque arme, ni une quelconque procédure opératoire permettant de pénétrer de force dans le lieu supposé de l'attaque (tels que des billets permettant d'accéder à des avions, des passeports, etc.). Comment peut-on accuser des suspects de ne pas avoir révélé des informations, dès lors que la police elle-même ne dispose d'aucune information quant à un complot, totalement nébuleux, visant à faire sauter des bombes ? Le fait que la police continue, aujourd'hui, à édulcorer ses soupçons à l'encontre de trois comploteurs supplémentaires donne une indication de la base très chancelante des arrestations auxquelles elle a procédé et de ses déclarations publiques. Accuser un jeune de dix-sept ans de « détenir des objets indispensables à la préparation d'un attentat terroriste », c'est tellement abusif que cela en devient risible. Cet objet n'avait-il pas d'autres utilisations possibles, tant pour le jeune lui-même que pour sa famille (comme un ouvre-boîte, par exemple) ? « Détenait »-il des documents écrits susceptibles de lui livrer une information suspecte, ou simplement parce qu'ils pouvaient être fascinants pour quelqu'un de son âge ? Dès lors qu'il possédait ces documents, c'est qu'il ne les avait transmis à nulle autre personne susceptible de confectionner des bombes. Avait-il connaissance de projets spécifiques visant à fabriquer des bombes, connaissait-il un artificier quelconque ? Les charges retenues pourraient impliquer quiconque détient, et lit, un bon roman d'espionnage ou de science-fiction, dans lequel est évoquée la fabrication d'explosifs. Les onze ont décidé de plaider non-coupable; le procès aura lieu. Le gouvernement et les médias ont d'ores et déjà condamné les accusés, dans les médias tant électroniques que sur papier. La panique a été semée. La peur et la colère hystérique sont bien présentes dans les interminables queues de passagers, dans les aéroports et les gares... On expulse de certains avions de paisibles Asiatiques en train de prier; on détourne parfois des vols et on évacue même des aéroports...

#### Les conséquences économiques de l'opération de propagande

Le bobard du complot aux bombes liquides a d'ores et déjà provoqué des pertes énormes (qui se comptent en centaines de millions de dollars) aux compagnies aériennes, aux hommes d'affaires, aux compagnies pétrolières, aux commerces hors taxes (duty free), aux agences de voyage, aux lieux de villégiatures et à l'hôtellerie, sans parler des inconvénients et des problèmes de santé subis par des millions de passagers coincés dans les aéroports et en proie à une angoisse bien compréhensible. Les restrictions imposées aux voyageurs munis d'ordinateurs portables, de sacs de voyage, de certains nécessaires de toilette, de certains aliments et médicaments liquides viennent se surajouter aux « coûts » inhérents aux voyages eux-mêmes.

Il est donc évident que la décision de mijoter ce complot aux bombes bidon n'a pas été motivée par l'intérêt économique, mais par des raisons de pure politique intérieure. Le gouvernement Blair, déjà extrêmement impopulaire à cause de son soutien aux guerres de Bush en Irak et en Afghanistan, était soumis à des tirs à boulets rouges en raison de son

soutien inconditionnel à l'agression israélienne contre le Liban, et de son refus obstiné à en appeler à un cessez-le-feu immédiat, ainsi que de son soutien indéfectible à la servilité de Bush vis-à-vis des lobbies sionistes états-uniens. Au sein même du parti travailliste, près d'une centaine de permanents s'exprimaient ouvertement contre sa politique, tandis qu'y compris certaines ministres nommés récemment, comme Prescott, déclaraient que la politique étrangère du Big Boss Bush sentait la basse-cour. Bush n'était pas encore rejeté par ses collègues au même point que Blair, mais son impopularité menaçait d'entraîner la défaite de son parti républicain au Congrès.

D'après de très hauts responsables de la sécurité en Angleterre, Bush et Blair étaient « au courant » de l'enquête sur un possible complot « à la bombe liquide ». Nous savons que Blair a donné le feu vert aux arrestations, alors même que les autorités lui avaient dit qu'elles manquaient de preuves et que ces arrestations étaient prématurées. Certains rapports émanant de l'intérieur de la police britannique affirment que c'est l'administration Bush qui a poussé Blair à faire procéder à des arrestations précoces et à annoncer la découverte du complot « aux explosifs liquides ». Après quoi, des responsables de la sécurité ont lancé une campagne massive et tous azimuts de « propagande au terrorisme », afin de capturer l'attention et le soutien du public, avec la collaboration totale des médias. Un temps, la campagne médiatico-sécuritaire a rempli sa mission : la popularité de Bush est quelque peu remontée, Blair a échappé à une motion de censure, et tous les deux ont pu poursuivre, tranquilles comme Baptiste, leurs vacances pépères...

Le complot politique à l'attentat correspond à un pattern déjà éprouvé consistant à sacrifier certains intérêts économiques capitalistes afin de servir des objectifs de politique intérieure et certaines prises de position idéologiques. Les échecs en politique étrangère conduisent à des crimes politiques intérieurs, exactement de la même manière que des crises en matière de politique intérieure finissent parfois par se traduire en expansion militaire agressive.

Les rafles criminelles organisées par les responsables britanniques de la sécurité et dont ont été victimes de jeunes citoyens britanniques musulmans originaires de l'Asie du Sud avaient été spécifiquement conçues afin d'occulter l'échec de l'invasion anglo-américaine de l'Irak ainsi que le soutien anglo-américain à l'invasion destructrice – même si elle a été « couronnée d'échec » – du Liban par Israël. Le complot blairien des « kamikazes aux explosifs liquides » a sacrifié de multiples intérêts capitalistes à seule fin de conserver des fauteuils politiques menacés et d'éviter une sortie du pouvoir prématurée, qui aurait singulièrement manqué de décorum. Ce sont les citoyens et les entreprises britanniques qui paieront la note de ce pitoyable militarisme.

De manière similaire, Bush, ses sio-néocons et autres militaristes ont exploité les événements du 11 septembre 2001 afin de déployer une stratégie militariste prenant la forme de différents conflits en Asie du Sud-Ouest et au Moyen-Orient. Avec le temps et les recherches scientifiques effectuées, la version officielle des événements du 11 septembre est désormais sérieusement mise en cause – tant en ce qui concerne l'effondrement d'un des gratte-ciel de New York que l'origine des explosions dans le bâtiment du Pentagone, à Washington. Les événements du 11 septembre [6](#) ainsi que les guerres en Afghanistan et en Irak ont entraîné le sacrifice d'intérêts économiques états-uniens d'une importance majeure : pertes en vies humaines et économiques à New York, pertes enregistrées par le tourisme, les compagnies aériennes, destruction physiques massives; pertes en termes d'augmentation très importante des prix du pétrole et en termes d'instabilité, augmentant les coûts supportés par les consommateurs et les industries, principalement aux États-Unis, en Europe et en Asie...

De la même manière, l'invasion israélienne de la bande de Gaza et du Liban, soutenue par les États-Unis et la Grande-Bretagne, a été extrêmement coûteuse sur le plan économique, en raison des biens détruits, des marchés et des investissements suspendus ou ajournés, tout en suscitant une montée de l'opposition des masses aux menées impérialistes.

Autrement dit : les politiques militaristes, en tous points similaires, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'Israël sont mises en œuvre au détriment de secteurs stratégiques entiers de l'économie civile. Les pertes enregistrées par des secteurs économiques clés requièrent de militaristes qui sont essentiellement des civils qu'ils recourent à des crimes politiques intérieurs inventés de toutes pièces (faux complots visant soi-disant à préparer des attentats, et procès de gens raflés au hasard) afin de détourner l'attention du public de leurs politiques coûteuses et désastreuses et de renforcer leur contrôle politique sur la population. Dans ces deux champs d'action, les militaristes civils et les sio-néocons sont en train de perdre du terrain : le complot des « explosifs liquides » est en train de tourner au vaudeville; Israël doit se livrer à l'introspection; les sio-néocons ne prêchent plus qu'à leurs convertis convaincus. Quant aux États-Unis, ils demeurent ce qu'ils ont toujours été, depuis leur fondation : un pays où des militaristes civils démocrates passent leur temps à capitaliser sur les échecs de leurs collègues militaristes civils républicains aux manettes...

Note:

[1](#) Financial Times, 12 août 2006.

[2](#) Au sujet du ridicule de l'histoire des « bombes liquides », lire l'article du romancier états-unien Thomas C. Greene, [Fabriquez vous-mêmes votre bombe au TATP](#), publié dans Voltaire du 21 août 2006.

[3](#) BBC News, 21 août 2006.

[4](#) Voir [L'alerte terroriste inquiète les Britanniques, sauf Tony Blair](#), Voltaire, 14 août 2006.

[5](#) BBC News, 21 août 2006.

[6](#) Note du traducteur : l'auteur utilise le terme d'« événements », et non d'« attentats ».

source originale: <http://www.dissidentvoice.org/Aug06/Petras25.htm>

*James Petras est professeur émérite de sociologie à l'université Binghamton de New York. Intellectuel emblématique de la gauche américaine, il est l'auteur de nombreux ouvrages. James Petras est membre de la conférence « anti-impérialiste » Axis for Peace organisée par le Réseau Voltaire .*

Traduction Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique ([transtlaxcala@yahoo.com](mailto:transtlaxcala@yahoo.com))..

La source originale de cet article est [dissidentvoice, Réseau Voltaire \(version française\)](#)  
Copyright © [Prof. James Petras, dissidentvoice, Réseau Voltaire \(version française\)](#), 2006

Articles Par : [Prof. James Petras](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)